

Pouvoir d'emprunt—Loi

de résoudre quantité de problèmes financiers réels. Monsieur l'Orateur, c'est à notre avis un abus de pouvoir outrancier.

Pourquoi donc le gouvernement a-t-il besoin d'emprunter ces sommes additionnelles? Le ministre des Finances dit qu'il a besoin de cet argent pour effectuer, entre autres choses, des travaux publics. Quand un ministre nous donne des explications aussi vagues et aussi imprécises, on peut se demander si le gouvernement ne cherche pas à gaspiller encore davantage d'argent de façon irresponsable. Une telle mesure n'incite certainement pas à des restrictions. Monsieur l'Orateur, le gouvernement a la fâcheuse réputation de gaspiller et de ne pas savoir gérer le trésor public. Par exemple, la Société canadienne d'hypothèques et de logement a perdu 100 millions en revendant un nombre important de biens. Cet argent aurait pu beaucoup contribuer à l'essor industriel. La tour du CN a coûté 40.5 millions de plus que prévu. Là encore, cet argent aurait pu aider les exploitants agricoles. Le gouvernement a truqué les comptes pour faire croire qu'il avait réduit ses dépenses de 2.7 milliards, alors que ce n'est pas vrai du tout.

Pour racheter Petrofina, comme je l'ai dit tout à l'heure, le gouvernement a dépensé 365 à 486 millions de trop. En tant que parlementaires responsables, il faut nous demander, monsieur l'Orateur, si avec ces 6.6 milliards de plus, le gouvernement va continuer sa mauvaise gestion.

● (2130)

Puisque notre système ne peut empêcher le gouvernement d'obtenir ce pouvoir d'emprunt, nous devrions au moins nous assurer que les sommes empruntées seront consacrées à des fins utiles et non pas gaspillées, comme cela a été le cas dans le passé. Personnellement, je sais à quoi une partie de ces fonds pourrait être utilement employée. Par exemple, le gouvernement a jugé nécessaire de fermer la base des Forces armées canadiennes de Chatham, au Nouveau-Brunswick. Pour les collectivités de Chatham et de Newcastle cela se traduira par la perte annuelle d'environ 25 à 30 millions de dollars en salaires et retombées économiques. Quelque 3,500 emplois seront supprimés dans la région. Quand la base sera fermée—et j'ose affirmer que cela se produira, malgré les fausses assurances du gouvernement—à ce moment donc, Chatham et toute la région de Miramichi auront besoin d'une nouvelle base économique stable. Certaines des sommes que le gouvernement se propose d'emprunter pourraient fort bien être dépensées dans cette région.

Le ministre de la Défense nationale (M. Lamontagne) a formé deux groupes de travail chargés d'étudier les problèmes causés par la fermeture de la base de Chatham. Le premier groupe d'étude devait présenter son rapport en janvier ou février dernier. Il semble avoir mystérieusement disparu. Je serais pourtant très curieux de connaître ses recommandations. Il est évident que le rapport n'allait pas dans le sens des intentions du gouvernement, puisque nous n'en avons pas entendu parler. Nous n'avons pas eu vent non plus du rapport de l'autre groupe d'étude qui a pourtant été mis sur pied il y a pas mal de temps.

Il n'est pas nécessaire de détenir un doctorat en économie pour se rendre compte que Chatham et Newcastle, ainsi que la région de Miramichi, ont besoin d'aide. Cette aide devrait leur être offerte par des députés conscients de leurs responsabilités. Où est le ministre des Pêches et des Océans (M. LeBlanc) qui

est soi-disant responsable du Nouveau-Brunswick? Qu'a-t-il dit à propos de cette question vitale, critique et décisive pour la région de Miramichi? Il est demeuré étrangement silencieux.

Des milliards de barils de pétrole sont enfouis dans les schistes bitumineux du comté d'Alberta, au Nouveau-Brunswick, qui se trouve dans ma circonscription. Il y aurait au bas mot entre 15 et 20 milliards de barils de pétrole qui dormiraient dans ces schistes. Le gouvernement du Nouveau-Brunswick a essayé de convaincre le gouvernement fédéral de partager les coûts d'un projet de prospection qui permettrait aux habitants du Nouveau-Brunswick de bénéficier des retombées de l'exploitation de leurs ressources pétrolières. Ce pétrole aurait pu être profitable aux Canadiens. Le gouvernement, surtout pour des raisons d'ordre politique, n'a pas hésité à dépenser dans d'autres régions où les perspectives de rendement sont minces, voire inexistantes. Que nous répond le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) quand on lui pose la question? Il regarde dans le vide, l'air de ne rien comprendre. Une partie de ces 6.6 milliards d'emprunts pourrait servir à l'exploitation de ces schistes et à favoriser le développement de la région. Grâce à l'exploitation de cette ressource, au gisement d'Hibernia et aux réserves de l'Île de Sable, le Nouveau-Brunswick et tout l'est du Canada deviendraient autosuffisants. L'exploitation des schistes contribuerait grandement à l'autosuffisance énergétique des Maritimes.

Les provinces pauvres perdent des millions de dollars chaque année parce que le gouvernement a modifié les ententes fédérales-provinciales. Déjà, les provinces ont dû augmenter leurs impôts pour maintenir à un niveau acceptable les services de santé et l'enseignement postsecondaire. Tous ces dollars auraient pu servir à maintenir ces services, à soulager le contribuable et les étudiants qui doivent déboursier davantage pour parfaire leur éducation. Comment qualifier l'attitude du gouvernement à l'égard de ces étudiants sans le sou, à l'égard des personnes âgées qui ne peuvent se passer de soins médicaux? L'attitude du gouvernement est totalement irréaliste.

Le morcellement du MEER aura également des conséquences néfastes pour les régions qui ont besoin de son aide pour développer une économie vigoureuse, dynamique. Une partie de cet argent pourrait servir à des entreprises du genre. Les libéraux semblent considérer que plus la dette nationale est élevée, meilleure sera la croissance économique. Nous en voyons les résultats. Nos vis-à-vis sont les défenseurs impénitents de cette théorie. Cet argent, c'est à nous-mêmes que nous le devons, mais nos dettes dépassent nos moyens. Je suppose que nos vis-à-vis gardent cette attitude pour apaiser leurs petits amis à ma gauche qui sont en fin de compte les grands responsables de ce gâchis économique, car ce sont eux qui ont vu à remettre nos vis-à-vis au pouvoir, à la place d'un gouvernement qui avait le sens de ses responsabilités.

Le gouvernement ne contrôle plus ses dépenses. Entre 1980 et 1984, les libéraux vont dépenser 26 milliards de plus que ne le prévoyait le budget Crosbie. Cela donne \$1,100 par habitant. Le gouvernement libéral a promis de ne pas permettre aux dépenses de s'accroître plus vite que le taux de croissance du produit national brut, mais nous savons comment le gouvernement tient ses promesses, surtout quand on voit ce qui s'est passé pour le MEER et dans les Maritimes. Le gouvernement a promis de prolonger le gazoduc. Le Programme énergétique